Le 23-11-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

INSCRIVEZ-VOUS !

LE PRIX A PAYER SI LA FRANCE RESTE DANS L’UNION EUROPÉENNE

Alors que de très nombreux citoyens français sont déçus de l'Union européenne, et eurocritiques, franchir le pas de penser l'hypothèse de la sortie de l'UE leur est difficile, voire tabou. Il faut dire que le matraquage médiatique et politique poisseux sur les dangers et le coût d'un Frexit doublé d'une langoureuse berceuse mensongère sur une UE « porteuse de Paix » et « d'amitié entre les peuples » rend les citoyens démunis et paralysés pour argumenter leurs doutes et leurs aspirations, d'autant que la quasi-unanimité des partis politiques et des organisations syndicales chantonnent la même rengaine et ainsi ne favorisent pas le débat. Car même le débat sur la sortie de l'UE est forclos. On est en pleine psychose ! Tous unis pour maintenir la France dans le giron de l'UE, quelles qu'en soient les conséquences ! Ce sont leurs litanies, leur croyance, et pourtant leur faiblesse structurelle.

En cette période mouvementée de mobilisations sociales pour revendiquer de meilleurs salaires, des conditions dignes pour les élèves, collégiens, lycéens, étudiants, défendre les services publics, pour dénoncer la dégradation du pouvoir d'achat, refuser les contre-réformes de la retraite, l'augmentation du reste à charge des soins de santé, l'inflation et le coût de l'énergie, etc.
Tout est chaos dans notre pays ! Pompiers, salariés, fonctionnaires, chômeurs, précaires, enseignants, retraités, ouvriers frappés depuis des années de licenciements, de délocalisations et de fermetures d'entreprises, agriculteurs, artisans et petits commerçants indépendants, travailleurs ubérisés… Tous sont en colère. Macron est détesté, honnis, sa clique d'extrême centre, autrement dit lourdement néolibérale gouvernant sur le mode autoritaire et désormais répressif contre les manifestants, a jeté en pâture la France, livrée au marché, aux grands actionnaires et aux instances supranationales.
Mais qui veut vraiment défendre les intérêts légitimes des manifestants et des grévistes ? Il faudrait pour créer les conditions d'un vrai changement regarder au-delà du premier rang des responsables et des coupables, le gouvernement certes mais aussi l'UE qui a fait main basse sur tous les aspects de la vie politique, sociale, économique et même démocratique, au nom de la « concurrence libre et non faussée » intégrée dans notre constitution. Le Traité de Lisbonne étant le plus visible, imposé au peuple qui avait dit non au TCE en 20025 !
Car il est terrible de constater que quasi aucun programme politique présenté à l'occasion des prochaines élections, y compris de ceux qui se réclament « radicaux » contre le système, n'ose franchir le pas de nommer tous les responsables de la déliquescence de la France. Ils ne franchissent pas le cap indispensable de la sortie de l'UE, de l'euro. Par conséquent leurs programmes ne sont que belles paroles et belles lettres. Ils maintiennent les citoyens dans la croyance aveugle et apolitique que l'appartenance à l'UE est indéboulonnable ! Mensonge ou filouterie ? Peur ou calculs électoraux félons ? Pourquoi agissent-ils ainsi ? Et finalement quel est le prix qu'ils sont prêts à faire payer aux citoyens pour rester dans l'Union européenne et l'euro ?
Vous le connaissez déjà ce prix en réalité : conditions de travail, délocalisation, gel des salaires, démantèlement des services publics, de la protection sociale et de l'hôpital public, de l'école publique, de l'agriculture, développement des privatisations, accélération de la dégradation du climat, désindustrialisation. Budget d'austérité et cadeaux par milliards au grand patronat. Et en prime la répression et la multiplication des traités de commerce international qui font crever tous les secteurs essentiels pour la vie de chacun.
Alors ? Faire payer la note du maintien dans l'Union européenne et de l'euro c'est tout simplement bafouer et trahir tous ceux et toutes celles qui manifestent leur colère. Ils n'obtiendront que des miettes sans aucun impact pour améliorer leurs conditions de vie. Pour les 13 à 15% de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté, c'est un véritable abandon des catégories populaires dont seront complices les « organisations de gauche », partis et syndicats, s'ils n'ont pas la lucidité de comprendre, d'analyser et de s'affranchir des institutions de l'UE qui tiennent notre pays, ses citoyens, dans ses griffes mortifères !
Quant au Rassemblement national, il trompe une grande partie de son électorat en faisant croire qu'avec lui au pouvoir tout sera mieux alors qu'il ne cesse d'annoncer des mesures qui vont

engluer les citoyens dans la pauvreté et la régression sociale !

Si vous faites partie de ceux qui ne craignent pas le débat, participez à l'Université du Pardem.

PROGRAMME

SAMEDI 16 JANVIER

9h00 ACCUEIL

9h30 - 11h30
La guerre contre les peuples
Bilan social, économique et démocratique : après le coup d'état parlementaire de 2008 et 10 ans de macronisme, et européiste, sous la pression belliciste et le chantage à la « dette ». Qui sont les responsables ?
Intervenants : Fadi Kassem (PRCF), Danielle Goussot (RPS-Fiers), Jacques Nikonoff (Dynamique Populaire constituante) et Michèle Dessenne (PARDEM)

11h30 - 12h30
Les citoyens dans la rue, sous l'impulsion de la jeunesse (France, Italie, Grèce, Allemagne, Belgique, Serbie…)
Intervenants : Joël Perichaud et Michèle Dessenne (PARDEM)

12h30 DÉJEUNER SUR PLACE

13h30 14h30
Citoyens face à la violence du capital
Intervenant : Daniel Bachet, sociologue

14h30-17h00
L'Union européenne en crise mise sur la la guerre pour se refaire une santé et prépare de nouvelles mesures antidémocratiques

- L'autoritarisme de l'UE : inné ou acquis ?
Intervenant : Aurélien Bernier
- Le nouveau budget de l'UE et ses conséquences (contribution des pays, financement militaire, relations avec les USA/Trump, etc.)
Intervenant :Joël Perichaud, (Pardem)
- La Troïka toujours prête à sévir
Intervenant : Fadi, Kassem (PRCF)

17h00-18h30 :
Vous avez dit « démocratie » ?
Répression, lois liberticides, emprise de l'UE, une nouvelle constitution est-elle nécessaire ?
Intervenant : à venir

DIMANCHE 17 JANVIER

PLEIN FEU SUR LES URGENCES : DES PROPOSITIONS DE TRANSFORMATIONS

FAVORABLES AU PEUPLE

9h00-10h00
L'échec complet de la politique de la Ville et les conséquences (y compris ANRU rénovation du bâti des cités au nom de la mixité sociale)
Intervenant : Jacques Nikonoff

10h00-11h00
Le plein emploi grâce au droit opposable à l'emploi
Intervenant : Patrick SERRES (Pardem)

11h00-12h00
Le logement n'est pas un marché, c'est un droit…
…dont sont privés des dizaines de milliers de citoyens non éligibles au logement privé (trop cher) et en attente de logements sociaux depuis parfois plus de 10 ans. La France de propriétaires est un leurre qui, de plus, endette des ménages des petites classes moyennes prises au piège.
Intervenante : Michèle Dessenne (Pardem)

12h00 DÉJEUNER SUR PLACE

14h00-15h00
Éducation nationale ou instruction publique nationale pour tous, gratuite et laïque
Intervenant : Didier Le Strat (Pardem)

15h00-16h00
Sécurité sociale, santé, hôpitaux, EPAHD, etc. : opérer une transformation radicale de l'organisation et des pratiques
Intervenant : Jean-MIchel Toulouse (Pardem)

16h00-17h30
L'élection présidentielle peut-elle changer quelque chose dans un cadre actuel, européen et néolibéral ?
Quelles sont les ruptures indispensables pour inverser le rapport de force capital/travail et conquérir la souveraineté nationale et populaire ?
Intervenants : Fadi Kassem (PRCF), Jacques Nikonoff (Dynamique Populaire Constituante) Danielle Goussot (RPS-FIERS) , Michèle Dessenne (Pardem)

17h30-18h00
La campagne d'Agir ensemble pour la sortie de l'UE continue !

18h00 CLÔTURE

Cliquez ici pour télécharger le PDF

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire